

Tevfick +

SECTION D

1884



ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

27, rue Saint-Guillaume, Paris

EXAMENS

Années *1882-83 - 1883-84.*

Nom du Candidat : *Tesfick*

Prénoms : *Kérim*

Adresse : *15, rue du Sommerard*

Lieu et date de naissance : *né à Salonique le 2 Janvier 1861*

Titres du Candidat :

Section : *Diplomatique*

Résultat des examens : *Admis*



## Matières de première année.

MOYENNE :  $1.9 \times 3 = 5.7$



# ÉPREUVES ÉCRITES

## Travaux du courant de l'année :

Travail pour M. *Sorel*  
 (Titre du travail) *Étude sur l'histoire diplomatique de l'insurrection grecque.*

Travail pour M. *Renault*  
 (Titre du travail) *Les Capitulations.*

TOTAL. . . . .

MOYENNE. . . . .

NOTES.	
6	
5	
11	

## Compositions de fin d'année :

Sujet de la première composition : . . . . .

Donné par M. *Sorel*  
 Sujet de la seconde composition : . . . . .

Donné par M. *Renault*

TOTAL. . . . .

MOYENNE. . . . .

NOTES.	
5	
4	
9	

## RÉCAPITULATION DES MOYENNES

Travaux du courant de l'année . . . . .  
 Compositions de fin d'année . . . . .  
 Ensemble des épreuves des examens oraux (moyenne  $\times$  3). . . . .

TOTAL. . . . .

MOYENNES.	
5.50	
4.50	
15.50	
25.50	

Paris, le . . . . . 188 .

Le Secrétaire de l'École,

Vu :

Le Directeur de l'École,



# CURRICULUM VITÆ



Gesfik.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique 1830 à nos jours.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Sorel

M. Terpich élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE :

5 1/2

OBSERVATIONS

Oral très bien 6

Composition 5

Interrogatoire 5 1/2

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Alfred Sorel

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique 1648-1789

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Pigeonneau

M Ersick. élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : très bien 5 1/2.

OBSERVATIONS

Rôle de La Touraine dans le partage de la  
Sologne

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

M. Pigeonneau

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 24 Juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique 1648. 1789 (Conférences)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Ferrari

M. Cersick élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 5 1/2

OBSERVATIONS

Bon examen.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*M. de Ferrari*

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple : 3 1/4, ou 3 1/2, ou 3 3/4.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Tableau de l'Europe contemporaine

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Leroy-Beaulieu

M

Eerfick

élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE :

5 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

A. Leroy-Beaulieu

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

AVIS : L'Examineur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1884

MATIERE DE L'ÉPREUVE

Affaires d'Orient depuis 1856

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Vandal

M. Coersick élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 5 1/4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*A. Vandal*

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit des Gens (Cours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Funck. Brentano

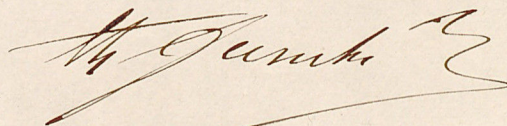
M. Eversick. élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Droit international (Conférence)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Renaux*

M. *Gerfick* élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : *5 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*Renaux*

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation Commerciale Comparée

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Lyon-Caen

M. Cerfick élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

Perfectionnement Suppression de l'autorisation préalable.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M. Lyon-Caen

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Langue Allemande*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Leser*

M *Eerfick* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *3 1/2*

OBSERVATIONS

*faute péniblement ; traduit passablement*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*J. Leser*

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 21 Juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Géographie et Ethnographie

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Laidoz

M Cerfik

élève de 1 année.

NOTE : 6

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Laidoz

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique 1789-1830*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>e</sup> Loret*

M *Terfih* élève de *4<sup>e</sup>* année.

NOTE :

*5 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Amur Lang*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Jun 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit des gens (Conf)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Funch Beutano

M Cerfik

élève de 4 année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M. Funch Beutano



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international (Cours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Renault

M. Geoffik

élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

4.42

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renault



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188<sup>3</sup>.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Statistique et affaires commerciales*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Levasseur*

M *Cerfisk*

élève de : *1<sup>re</sup>* année.

NOTE :

*5 1/2*

OBSERVATIONS

*Questions : accroissement de la population.  
Causes de la densité*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*E. Levasseur*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *22 Juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Géographie économique*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Pigeonneau*

M *Perfick*

élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

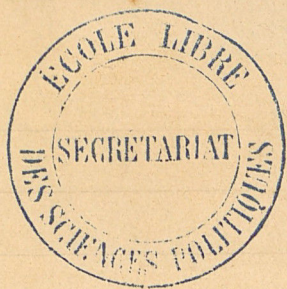
question. — *Le port de Tunis de la Méditerranée.*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*M. Pigeonneau*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.





N° 4 Any bonhomme repoussé, primum, nullo maius per tropicum.

Re. Conf. R. H. H. H.

## Droit des Gens.

Du fait que les États sont en état de paix et qu'ils représentent des nations dépendantes en raison directe des relations économiques et intellectuelles qui existent entre elles dérive pour eux la nécessité du droit commun en commun leurs intérêts, les concilier s'ils sont divergents, de s'entendre sur leurs droits et devoirs respectifs, et, par conséquent le droit de représentation.

Il n'y a que les États souverains qui peuvent avoir une diplomatie; les États mi-souverains n'ont pas le droit d'en avoir. C'est à la diplomatie de l'État sous la souveraineté duquel ils sont placés de défendre à l'étranger leurs intérêts.

Depuis qu'il y a eu des États organisés il y a eu une diplomatie. La diplomatie est donc bien ancienne. Seulement avant les temps modernes, comme les relations entre les nations n'étaient pas bien développées, les États n'envoyaient pas les uns chez les autres des agents diplomatiques permanents; il y avait alors des ambassadeurs, des missions provisoires.

On désigne sous le nom d'agents diplomatiques les fonctionnaires publics qui représentent les États à l'étranger. On les divise en plusieurs classes:

Ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires qui représentent les souverains et sont accrédités auprès d'eux.

Les ministres plénipotentiaires qui représentent les États et sont accrédités auprès des souverains.

Les chargés d'affaires qui représentent les gouvernements et qui sont accrédités auprès des ministres des affaires étrangères. Les chargés d'affaires sont ou provisoires ou permanents. Quelquefois le consul général est aussi un agent diplomatique, ce qui surtout chez les républiques hispano-américaines.

Comme les agents diplomatiques représentent les souverains



ou même la souveraineté des Etats, ils ont droit à certaines immunités.

Les Etats envoient quelquefois des ambassadeurs spéciaux pour se représenter aux couronnements, débattre certaines questions politiques de grande importance; les ambassadeurs extraordinaires, les missions spéciales jouissent des mêmes immunités que les agents diplomatiques permanents. Car ces immunités résultent du caractère même des agents diplomatiques et non de celui de leur mission.

Les ambassadeurs quand ils arrivent par mer ont droit au salut des forteresses, dans les cérémonies officielles quand le souverain ou le chef d'Etat se couvre ils ont droit d'en faire autant. Dans leur salon de réception ils peuvent avoir un dais sous lequel ils placent le portrait de leurs souverains.

Quant au rang, à la place qu'ils occupent dans les réceptions ou cérémonies officielles, cela se règle en général par l'ancienneté, par la date de la communication ou remise officielle de leurs lettres de créance. Les lettres de créances sont adressées <sup>au</sup> ~~par~~ le souverain qui envoie l'ambassadeur au souverain auprès duquel l'ambassadeur ou le ministre est en voyage. Les chargés d'affaires n'ont pas des lettres de créances à présenter au souverain ou au chef d'Etat; ils sont munis de lettres du ministre des affaires étrangères de leur pays adressées au ministre des affaires étrangères du pays où le chargé d'affaires est destiné à remplir des fonctions. Il peut arriver aussi que le chargé d'affaires n'a pas de lettres d'un ministre des aff. étr. de son pays; que l'ambassadeur ou le ministre qui quitte le pays laisse un chargé d'affaires; dans ce cas le ~~ministre~~ ambassadeur ou le ministre y présente le chargé d'aff. au ministre des affaires étrangères du pays où il est accrédité.



Les agents diplomatiques, comme les consuls, peuvent mettre l'écusson de leur pays à la porte de leur résidence officielle. Dans les jours fériés de leur nation, ils peuvent arborer, toujours dans leur résidence officielle, le drapeau national. Mais ils doivent ne pas en abuser; ils ne doivent pas par des manifestations de ce genre blesser le sentiment national du pays où ils sont accrédités. Ces agents pacifiques, ils ont le devoir essentiel de maintenir et de développer les relations entre les Etats et les nationaux et non de les rendre moins amicales.

Les résidences diplomatiques sont inviolables; les autorités civiles et militaires de l'Etat territorial ne peuvent en aucun cas y pénétrer, sauf s'ils sont appelés par l'agent diplomatique. Mais si les autorités territoriales ont le devoir de respecter l'inviolabilité de la résidence diplomatique, l'agent diplomatique aussi a le devoir de ne pas abuser de cette inviolabilité; il ne doit pas faire de la résidence le lieu de refuge des criminels. Dans le cas où quelqu'un attaqué à la résidence y commet quelque crime ou délit, l'agent instruit l'offense et envoie celui qui a commis l'infraction aux autorités de l'Etat qui l'a envoyé, pour y être jugé. Dans le cas où un national <sup>qui ne fait pas partie de la mission</sup> ou un ressortissant de l'Etat territorial se réfugie à la résidence après avoir commis un crime ou délit, l'agent diplomatique ne doit pas abuser de l'inviolabilité de sa résidence pour y protéger le criminel; au contraire il doit donner assistance aux autorités territoriales, car les lois pénales sont essentiellement territoriales.

Pour la résidence officielle de l'agent diplomatique on ne paie aucun impôt. Mais si l'agent a des biens particuliers, pour ces biens il n'y a pas de la même façon d'impôts.



L'agent diplomatique n'est pas soumis à la  
jurisdiction civile du pays où il est accrédité.  
Mais ici encore il ne doit pas se permettre des abus;  
il ne doit pas faire des opérations commerciales, mo-  
bilières ou immobilières; s'il acquiert des immeubles  
il doit se soumettre à la loi du pays où il est accrédité.  
En France il n'échappe pas à l'art. du code  
civil d'après lequel « les immeubles situés en France,  
même, ceux possédés par les étrangers, sont régis  
par la loi française ». Mais le mieux est de s'abstenir  
de ce genre d'opérations.

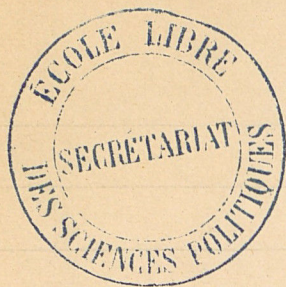
Ils ne sont pas soumis à la jurisdiction crimi-  
nelle; ils ne peuvent jamais être obligés à témoigner.  
S'ils veulent témoigner, ils ne peuvent le faire que  
par délégation. Si les lois du pays où ils sont  
accrédités exigent le témoignage direct on ne peut  
pas, à la rigueur, les obliger à s'y soumettre;  
mais l'agent diplomatique pourrait dans ce cas  
témoigner directement sans inconvénient; je ne  
crois pas que sa dignité ait à <sup>en</sup> souffrir.

Les agents diplomatiques ne sont pas soumis, pour  
les objets qu'ils font venir de leurs pays, aux contri-  
butions indirectes. Mais ils ne doivent pas en abuser.

Ils ont sans les ordres tous les fonctionnaires attachés  
à l'ambassade ou au légation. Mais il n'en a aucun  
droit de jurisdiction sur ses nationaux qui résident  
dans le pays. Ceux-ci sont soumis aux lois territoriales.  
En Orient et en Extrême-Orient ils ont un droit de  
surveillance effective et suprême sur leurs nationaux.  
Car dans ces pays la situation des étrangers est  
privilegiée. Mais même en Orient et en Extrême-Orient  
ce sont les consuls qui ont des attributions spi-  
rituelles à ce sujet.

Ils peuvent avoir toutes les attributions des consuls.  
Cela se voit là où les consuls-généraux sont aussi  
des agents diplomatiques (Suède, Amérique, Egypte,  
Bulgarie, etc.)





R. G. G. G.

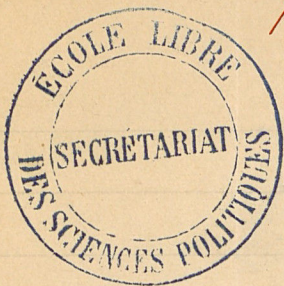
### Droit des Gens (Suite)

Quant à l'ordonnance de 1833 c'était le consul général qui était à la tête de l'établissement consulaire, aujourd'hui c'est l'ambassadeur ou agent diplomatique, il est intermédiaire entre les consuls et les autorités locales du pays où ils sont accrédités. Mais les consuls correspondent directement avec le ministre des affaires étrangères de leur pays.

Les agents diplomatiques ne doivent jamais abuser de leurs immunités diplomatiques. Ces immunités étant vastes, n'étant pas soumis à la juridiction civile ou criminelle du pays où ils sont accrédités, ils doivent s'abstenir autant que possible des actes, des opérations qui sont punies par la législation du pays et auxquelles ils échappent à cause de leurs fonctions.

Ils ne doivent en aucun cas se mêler des affaires intérieures du pays où ils sont accrédités. Dans le cas contraire, l'Etat territorial aurait le droit de demander leur rappel ou leur donner le passeport sans même en aviser préalablement l'Etat qui les a envoyés. Car, envoyés par leurs Etats pour maintenir et développer les relations entre les nations et les Etats, ils n'ont que ce devoir important et non pas celui de rendre les relations moins amicales en usant immodérément de leurs immunités en mettant des obstacles à la tâche des ambassadeurs territoriaux de l'Etat où ils sont accrédités.





Don't avait. M. E. connaît très bien la question.  
Réduction un peu hâtive vers la fin - Erreur quelques incorrections  
grammaticales.

H. Coiffé

### Histoire diplomatique.

La question de l'indépendance de la Roumanie, problème que le peuple roumain a dû traverser pour passer cette indépendance se rattachant à la grande question d'Orient qui a tant agité et qui agitera encore cette partie du vieux Continent. La question d'Orient existe depuis que les Turcs ont mis le pied en Europe; la 1<sup>re</sup> phase de la question consiste à les repousser la 2<sup>e</sup> à savoir qui en aura l'héritage.

raison d'Etat

Les Turcs en arrivant en Europe trouvaient différents peuples qui habitaient la presqu'île des Balkans; ces peuples étaient chrétiens; les Turcs les soumettent à une des conditions essentielles de l'existence et de la prospérité des Etats est l'homogénéité des populations qui habitent le territoire de cet Etat. Les Turcs pour s'assimiler les différents peuples chrétiens qu'ils avaient soumis auraient dû les convertir à l'islamisme. Cela aurait été insupportable; mais la question de l'existence de l'Empire Ottoman l'exigeait et on ne devait pas hésiter, les qualités qui seraient très louables chez l'individu du devenir des véritables crimes quand on veut les appliquer dans la politique. Mais les Turcs étaient musulmans; c'est l'islamisme qui leur avait donné l'élan qui les a poussés au fond de l'Asie au pied des Alpes caucasiennes et des Carpates. Mahomet avait dit que la conversion par force, les 1<sup>ers</sup> Khalifes ont eu le respect à principe, cet ordre et les Sultans des Turcs se conformaient aux traditions. S'il n'y a eu pas le danger, il veut la conversion par force, mais la Grande mugli l'en empêche.

Cette conversion que les conquérants de Constantinople n'avaient pas entreprise et que le sultan en avait voulu.



été empêché de servir d'alarme d'elle-même sous  
l'apparition de la Russie sur la scène politique.

M. ~~Glacko~~ dans ses études sur la Question d'Orient  
rend compte de ces conversions volontaires qui me-  
naçaient le Christianisme Oriental d'une fin lente,  
mais certaine. L'apparition de la Russie le  
manœuvre et donna de l'espoir aux conser-  
vateurs orthodoxes.

Les Russes étaient de la religion des peuples chrétiens  
du Occident. La religion étant en Orient le facteur  
le plus important de la nationalité, il y eut aussitôt  
un attraction entre Russes et chrétiens orthodoxes. Il  
y avait de répulsion entre Grecs et Slaves et  
la puissance du Nord dans ses entreprises contre  
l'Emp. Ottoman sut se servir habilement de ces  
conditions. Elle attira à elle le chrét. de l'Emp. Ottoman  
et y créa une nombreuse clientèle. Elle ne s'attachait  
pas seulement les Grecs et les Slaves, mais aussi  
les Roumains, peuple de race latine, mais de religion  
grecque enveloppé de toute part par les Slaves, isolé  
latin au milieu de l'Océan russe, comme on  
dit pittoresquement.

En Roumanie ce n'étaient pas les Grecs qui  
étaient oppresseurs; c'étaient les Grecs phanariotes  
parmi les quels la Porte choisit <sup>pour</sup> le représentant de  
la Moldavie et de la Valachie; ils oppriment les  
moldo-valaques; naturellement eux-mêmes sont mé-  
contents. C'est dans ce mécontentement que la R. trou-  
vera sa force offensive. Cette politique de la R. se  
dessine dès les 10 phases des rapports entre la Russie  
et la Turquie, mais elle ne prend une grande va-  
leur qu'à partir le traité de Kainardji 1794.

Le traité confère à la Russie le droit de protéger  
la religion chrétienne dans les Principautés et d'avoir  
des consuls; ce sera cette clause du Kainardji qui  
fournira le prétexte de la guerre de Crimée.



La clause précédente du traité de Koinardji a été renouvelée  
successivement par les traités de Jassy, de Bucharest  
d'Ackermann et d'Andrinople, mais tout cela était vague.

Vers 1820 toutes les populations chrétiennes de l'Orient  
s'agitaient à cause de l'excitation de l'Hétéroie. Le  
prince Ipsilanti, oncle de l'emp. de l'Emp. Alexandre  
et fils de l'ancien hospodar Ipsilanti, se leva dans  
les principautés et voulut les révolutionner; mais les  
roumains ne voulurent pas confondre leur cause  
avec celle des Grecs, de l'Hétéroie. L'Emp. Alexandre  
qui se trouvait alors à Leybaeh sollicita son aide -  
on - camp. Ces tentatives révolutionnaires n'aboutirent  
qu'à l'occupation turque. Pendant toute la durée  
de la guerre grecque, la question de l'évacuation  
des Principautés pour les Turcs a fourni de prétextes  
aux incriminations réciproques entre Turcs et russes.  
Ce fut le convention d'Ackermann (1826) qui de  
mis fin officiellement à l'occupation turque. Elle  
reconnait les innovations que le Porte avait apportées  
pour le nommement des hospodars qui seront éle-  
renouvelés éparis pour les Payards. Les roumains  
se défirent ainsi du joug oppresseur et corrupteur  
des princes ptanaristes.

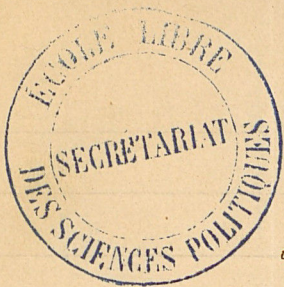
Depuis la transaction d'Ackermann jus qu'aux  
Conférences de Vienne qui précédèrent la guerre de Crimée,  
il n'y eut rien d'important en Roumanie.

En 57 la Russie se basait sur le traité de Koinardji  
pour revendiquer un droit de protection sur tous les  
chrétiens de l'Emp. Ottoman; c'était "sans droit juri-  
dique". Mais en réalité la Russie n'avait le droit de  
protection que sur les Principautés et non sur tous  
les chrétiens de l'Emp. Ottoman. Les prétendus motifs  
servant de prétextes à la guerre de 57 entre la Russie  
Turquie et à la guerre de Crimée. Avant cette guerre  
il y eut des conférences à Vienne. Une des questions  
de garanties que les Puissances occidentales demandèrent









Suite

K. G. 1878

qui exprimeront les vœux des populations; une commission internationale qui se réunira à Bucharest exami-  
nera la situation du pays; la Conférence prenant  
en considération les vœux des Dîners et l'opinion  
de la Commission fera une consultation pour les  
Principautés. L'Europe est donc la puissance <sup>cons-</sup>tituante de la Roumanie.

Le Congrès décide qu'à l'avenir aucune puissance  
n'exercera une protection particulière sur les Prin-  
cipautés; celles-ci sont placées sous la protection  
de la collectivité des Puissances et la Suprême de  
la S. P. qui donnera la forme et les limites.

Pendant que l'Europe prend ces décisions, la  
question de l'union ou de la séparation agite  
vivement les Principautés. La majorité de la popu-  
lation veut l'union; c'est, disent-on, une ques-  
tion d'existence.

À l'annexion de 56 l'Aut. avait examiné  
les Principautés. La Porte avait nommé des Kai-  
makams; prince Ghi. Ka en Valachie, prince  
Vogoridès en Moldavie. La conduite du Kai ma-  
kam de Valachie fut correcte; il fit dresser  
cette liste électorale; on consultait le peuple  
celui-ci se prononça pour l'union. En Moldavie,  
Vogoridès voulait la séparation pour pouvoir  
garder sa position. Il fit dresser la liste élec-  
torale mais il eut <sup>soin</sup> de ne pas faire insérer  
que les partisans de la séparation; de sorte que  
les électeurs de Moldavie ne prononcèrent pour la  
séparation.

M<sup>r</sup> Chauvel amb<sup>re</sup> de France à Constantinople  
se plaignit à Rich<sup>d</sup>. Dacha de la conduite de  
Vogoridès et demanda l'annulation des élections;  
le Grand vizir consentit, mais à peine M<sup>r</sup> Chau-  
vel l'eut-il quitté que les amb<sup>es</sup> d'Angl. et



et Autrichien, Lord St. Radcliff et M<sup>r</sup> de Prokesch-  
Osten virent le Grand-voïe et obtinrent de lui  
la rétractation des ordres déjà donnés pour l'annu-  
lation des élections moldaves. M<sup>r</sup> de Schouvaloff pro-  
testa; n'ayant pas obtenu satisfaction il vint à la  
Porte un ultimatum et quitta Constantinople. La situ-  
ation devenait grave; grâce à l'intervention des Sou-  
verains la difficulté fut réglée et la Porte annula  
les élections moldaves. Les nouvelles élections furent  
favorables à l'union, comme en Valachie. La commis-  
sion européenne de Bucharest fit son rapport et l'union  
confirmerait l'union. Les mêmes divergences s'éle-  
vèrent; le Tr. le Pr. le R. favorables à l'union  
les trois autres Princes sont hostiles. On parvint  
à une transaction: les 2 Principautés auront chacune  
un hospodar, mais l'organisation sera identique.  
Leur de Cassation unique, commission centrale re-  
viendra chaque année à Focsch-Karg pour s'occu-  
per des intérêts communs. Cette transaction <sup>approuvée</sup> <sup>separatim</sup> <sup>respectivement</sup>  
plutôt vers l'union que <sup>de</sup> vers la <sup>separation</sup> séparation.

Les deux divans élurent le même prince, le colonel  
Cauza. La Porte fit opposition. Nouvelle conférence  
la Porte consent, mais pour cette fois seulement;  
elle donne deux firmans, un pour <sup>la</sup> Moldavie  
et un pour <sup>la</sup> Valachie. Partir l'union personnelle.

Cauza eut des difficultés dans l'administration  
des Principautés. En 65 il va à Constantinople  
et demande l'union; la Porte consent, mais  
seulement pour la durée de l'administration  
de Cauza.

Fin de 65 une révolte éclate contre Cauza;  
celui-ci dispose les rumeurs apprenant la haine  
au prince de Filovides; on son refus, <sup>mais élu</sup> <sup>usé</sup>  
le prince Charles de Hohenzollern. La Porte  
fait de l'opposition, mais inutilement. L'Aut.  
est occupée avec le Pr.; l'Angleterre est seule



avec la Turquie; les autres Princes ont eu pour obligation  
la conférence qui se réunirait de l'accepter l'abdication  
du prince Charles; la Porte aussi l'accepta et  
donna au prince un german venant sans  
l'union de droit ou deux Princes unis et l'hérédité  
de la couronne princière. Mais l'union existait  
non plus en fait, comme sans cause, mais en  
droit.

Sous la dernière phrase de la question si union  
ou de réparation la France commit la faute d'ac-  
cepter la candidature du prince Charles de Hohenzollern. Cette candidature a été un précédent  
fâcheux.

La Roumanie avait en 66 l'union et l'autonomie;  
cette autonomie étoit l'indépendance de fait, mais  
on voulait l'indépendance de droit. La guerre russo-  
turque fournit au Roumain l'occasion de  
revendiquer cette indépendance. Les Russes <sup>voient</sup> ces  
à Pluvna engagant les Roumains à les soutenir.  
La Roumanie accepta; son armée ne fut que  
un camp dans les batailles de Griviza.

Le traité de San-Stefano est une œuvre à la Roumanie  
la Bessarabie et lui donne comme compensation  
les principautés de Dobroudja. C'est un  
un marché de dupe.

La Roumanie n'avait pas besoin d'être  
engagée pour obtenir son indépendance; elle  
aurait acquise cette indépendance sans tirer  
un cartouche; elle a mieux aimé participer à  
la guerre. A San-Stefano elle a sous l'œil  
compris l'inconvénient qu'il y a pour les petits  
États de s'allier avec une grande puissance  
ambitieuse.

Le traité de Berlin reconnaît l'indépendance  
de la Roumanie sous certaines conditions: assu-  
rément des juges. La Roumanie n'a pas



rempli cette condition, mais l'Europe lui a  
reconnu l'indépendance. Charles de Hohenzollern  
fut après la paix de Berlin le Roi de Roumanie.

La Roumanie ne peut exister au nord de  
l'Autriche de 83 qui donne à l'Aut. une situa-  
tion prépondérante sur le Danube.

La situation géographique fait que la  
Roumanie ne pourrait pas avoir une politique  
indépendante; elle sera obligée dans toutes les com-  
plications de se pencher du côté de la Russie  
ou de l'Autriche.